

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-162

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : PRESENTATION DU RAPPORT EGALITE FEMMES HOMMES 2018

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes doit être produit, conformément à la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et être présenté devant l'assemblée délibérante afin de permettre de sensibiliser les Elu(e)s et agent(e)s de la Collectivité à ce sujet et de le rendre visible aux yeux de tous.

Ce rapport dont le contenu et le calendrier ont été précisés par le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 doit faire état de la politique de ressources humaines de la Collectivité en matière d'égalité professionnelle, mais aussi recenser les politiques publiques menées sur son territoire et fixer des orientations de moyen et long terme pour corriger les inégalités, la première version ayant vocation à s'enrichir et être complétée au fil des années.

Aussi, je porte à votre connaissance le troisième rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi pour la Ville de Sète.

Bien que résultant d'une obligation légale, il vous est rappelé que le présent rapport ne nécessite ni débat, ni vote ; la délibération permettant d'attester de sa bonne présentation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE du rapport 2018 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi pour la Ville de Sète.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-163

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

FINANCES

Objet : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE - RAPPORT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE EXERCICE 2019 - APPROBATION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat doit avoir lieu au Conseil municipal sur les orientations générales du budget, ainsi que sur les engagements pluriannuels de la collectivité,

CONSIDERANT que le débat d'orientation budgétaire sur la base d'un rapport, annexé à la présente délibération, doit faire l'objet d'un vote,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de la tenue du débat sur les orientations générales du budget, ainsi que sur les engagements pluriannuels de la collectivité pour l'exercice 2019,

ADOpte

le débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019, sur la base du rapport ainsi présenté.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-164-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  *sète*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-164

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - COMMISSION LOCALE DES CHARGES TRANSFEREES

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a pour fonction de quantifier les transferts de compétences réalisés afin de permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par l'EPCI aux Communes membres.

La commission fait une proposition d'évaluation qui est consignée dans un procès-verbal. Ce PV est ensuite adopté par les Conseils municipaux et le Conseil communautaire.

Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'Etablissement Public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers.

Le Code Général des Impôts prévoit que chaque Commune doit désigner « au moins un représentant ».

Afin d'organiser ces désignations, le Conseil communautaire a fixé le nombre de représentants par commune à 15, chaque commune désignant 1 membre titulaire et 1 membre suppléant, sauf la commune de Sète qui doit désigner 2 représentants titulaires et 1 représentants suppléants, afin que le Président puisse y siéger.

Par délibération du 26 juin 2017, le Conseil municipal avait désigné ses représentants au sein de cette commission :

TITULAIRE

COMMEINHES François
DE RINALDO Antoine

SUPPLEANT

de GRAVE Anne

Or, suite au décès de Monsieur Antoine DE RINALDO, il convient de procéder à une désignation concernant un siège de membre titulaire.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que le vote se déroule, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation d'un membre titulaire en remplacement du siège occupé par Monsieur Antoine DE RINALDO au sein de la CLECT, à main levée,

Candidats :

TITULAIRE

- de GRAVE Anne

Suffrages exprimés : 42

A obtenu :

- de GRAVE Anne : POUR : 42

Est désignée :

TITULAIRE

- de GRAVE Anne

Mme Anne de GRAVE ayant été désignée membre titulaire, il convient de procéder à la désignation d'un membre suppléant

Candidats :

SUPPLEANT

- MERZ Hervé

Suffrages exprimés : 42

A obtenu :

- MERZ Hervé : POUR : 42

Est désigné :

SUPPLEANT

- **MERZ Hervé**

PROCLAME les représentants désignés, pour siéger au sein de la CLECT.

La composition de la CLECT est la suivante :

TITULAIRE

COMMEINHES François
de GRAVE Anne

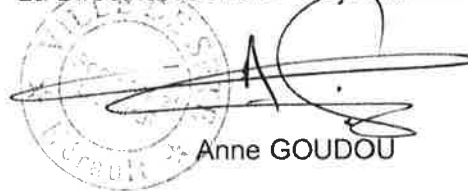
SUPPLEANT

Merz Hervé

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-165

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - COMMISSION MUNICIPALE DES FINANCES

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La commission municipale des Finances est actuellement composée comme suit :

- PARAIRE AZAIS Corrine
- de GRAVE Anne
- DE RINALDO Antoine
- LLANOS Rudy
- MERZ Hervé
- PACULL Sébastien
- DALMON Christian
- VION-LECLERC Marie-Christine
- LIGUORI Gaëtan

Suite au décès de Monsieur Antoine DE RINALDO, je vous propose de procéder à son remplacement au sein de cette commission.

Par ailleurs, un siège étant resté vacant suite à la démission de M. Emile SUBITANI, il convient de procéder à un second remplacement.

Il es rappelé que la composition de la commission des Finances doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus de l'assemblée.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que le vote se déroule, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation des remplaçants de Messieurs Antoine DE RINALDO et Emile SUBITANI au sein de la commission municipale des Finances, à main levée,

COMMISSIONS DES FINANCES

10 membres, plus le Maire, Président de droit - Représentation proportionnelle pluraliste : chacune des 3 listes est représentée : 7 élus / 2 élus / 1 élu.

Candidats :

- ANFOSSO Emile
- AUTHIE Blandine

Suffrages exprimés : 42

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

- ANFOSSO Emile : POUR : 42
- AUTHIE Blandine : POUR : 42

Sont désignés :

- **ANFOSSO Emile**
- **AUTHIE Blandine**

PROCLAME les représentants désignés pour siéger au sein de cette commission.

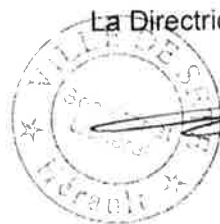
La composition de la commission des Finances est la suivante :

- PARAIRE AZAIS Corrine
- de GRAVE Anne
- ANFOSSO Emile
- AUTHIE Blandine
- LLANOS Rudy
- MERZ Hervé
- PACULL Sébastien
- DALMON Christian
- VION-LECLERC Marie-Christine
- LIGUORI Gaëtan

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-166**

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - COMMISSION
CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la « démocratie de proximité » prévoit des mesures pour améliorer la participation des habitants à la vie locale, notamment la création de commissions consultatives des services publics locaux (CCSPL).

Conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités locales, la composition de cette commission associe des élus des organes délibérants des collectivités locales désignés à la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales nommés par l'assemblée délibérante.

Elle est présidée par l'exécutif de la collectivité, et a pour mission d'examiner, chaque année, le rapport d'activité que les délégataires de service public doivent remettre à la collectivité, ainsi que le rapport sur le prix de la qualité du service public d'eau potable.

Les membres siégeant actuellement au sein de la CCSPL de Sète sont au nombre de 8, dont 6 sièges réservés aux élus, désignés conformément à l'article L.2121-22 du CGCT à la représentation proportionnelle pluraliste, et 2 sièges pour les associations locales d'utilisateur :

Elus :

Jocelyne CASSANY,
Antoine DE RINALDO,
Jean-Claude GROS,
Anne de GRAVE,
Virginie ANGEVIN,
Gaëtan LIGUORI.

Associations locales d'utilisateurs :

A. PALAT,
A. MILHAUD.

Suite au décès de Monsieur Antoine DE RINALDO, il convient de procéder à son remplacement au sein de cette commission.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose également, si vous en êtes d'accord, que le vote se déroule à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation du remplaçant de Monsieur Antoine DE RINALDO au sein de la CCSPL, à main levée,

PROCLAME

le nouveau membre désigné pour siéger au sein de cette commission.

Candidat :

- TAILLADE Jean-Marie

Suffrages exprimés : 42

A obtenu :

- TAILLADE Jean-Marie : POUR : 42

Est désigné :

- **TAILLADE Jean-Marie**

La composition de la CCSPL est la suivante :

Elus :

Jocelyne CASSANY,
Jean-Marie TAILLADE,
Jean-Claude GROS,
Anne de GRAVE,
Virginie ANGEVIN,
Gaëtan LIGUORI.

Associations locales d'usagers :

A. PALAT,
A. MILHAUD.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-167BIS-
DE
Date de télétransmission : 22/11/2018
Date de réception préfecture : 22/11/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-167**

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE
DIVERS ORGANISMES**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Suite au décès de Monsieur Antoine DE RINALDO, il est proposé au Conseil municipal de procéder à de nouvelles désignations de ses représentants au sein de divers organismes.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que les votes à réaliser se déroulent, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation des représentants du Conseil municipal au sein des organismes listés ci-après, à main levée,

PROCLAME les représentants désignés pour siéger au sein de ces organismes.

OFFICE DE TOURISME

Composition du comité de direction arrêtée par délibération du 6 mai 2014 : représentants élus 10 membres titulaires / 10 membres suppléants.

1 siège de membre titulaire à pourvoir :

Candidat :

TITULAIRE

- DAMBIELLE-MOSLER Corinne

Suffrages exprimés : 42

a obtenu :

- DAMBIELLE-MOSLER POUR : 42

Est désignée :

TITULAIRE

- DAMBIELLE-MOSLER Corinne

La composition du comité de direction de l'Office de Tourisme est la suivante :

TITULAIRES

- COMMEINHES François
- DE LA FOREST Marie
- de GRAVE Anne
- DAMBIELLE-MOSLER Corinne
- LLANOS Rudy
- ANFOSSO Emile
- CASTAN Gérard
- CASSANY Jocelyne
- ESPINASSE Christelle
- TAILLADE Jean-Marie

SUPPLEANTS

- BODART Michel
- NAUDIN Gérard
- MERZ Hervé
- FERRARA Romain
- CHABANEL-VIE Dominique
- SABATIER Vincent
- DROUET- PAILHES Céline
- ANDRE Patrick
- PACULL Sébastien
- ANGEVIN Virginie

**SYNDICAT D'ADDUCTION EN EAU
DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC**

Représentation arrêtée par délibération du 6 mai 2014 : 2 membres titulaires / 2 membres suppléants.

1 siège de membre suppléant à pourvoir :

Candidats :

SUPPLEANT

- **TAILLADE Jean-Marie**

Suffrages exprimés : 42

A obtenu :

- **TAILLADE Jean-Marie : POUR : 42**

Est désigné :

SUPPLEANT

- **TAILLADE Jean-Marie**

Les représentants du Conseil municipal au Syndicat d'adduction en eau des communes du Bas Languedoc sont :

TITULAIRES

- **GROS Jean-CLAUDE**

- **NAUDIN Gérard**

SUPPLEANTS

- **TAILLADE Jean-Marie**

- **BODART Michel**

**COMMISSION LOCALE D'AMENAGEMENT
ET DE GESTION DES EAUX DE THAU ET INGRIL**

Représentation arrêtée par délibération du 3 novembre 2014 : 1 représentant :

1 siège à pourvoir :

Candidats :

- **GROS Jean-Claude**

Suffrages exprimés : 42

A obtenu :

- **GROS Jean-Claude : POUR : 42**

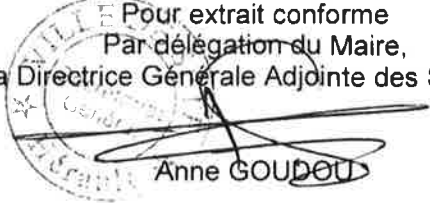
Est désigné :

- **GROS Jean-Claude**

Le représentant du Conseil municipal au sein de la Commission Locale d'Aménagement et de Gestion des Eaux de THAU et INGRIL est M. Jean-Claude GROS.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDEU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-168

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ASSOCIATION C'EST PAS MOI C'EST TOI - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absent : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

La troupe de théâtre de la Compagnie « C'est pas moi, c'est toi », représente la ville de Sète et sa Région, lors des grands festivals nationaux, dédiés aux artistes amateurs.

C'est ainsi que depuis 2015, la pièce créée par Rémi de Vos « Alpenstock », mise en scène par Michaël Clément, se produit dans des grands rendez-vous culturels.

Après avoir été primée lors du festival de Théâtre amateur « Festhea » 2017 (prix Tours de Bronze), elle a obtenu un franc succès, lors du Festival « Les Arlequins » de Cholet en avril 2018, en remportant le prix « Arlequin de Bronze ».

A travers cette reconnaissance successive des jurys professionnels des Arts Vivants, c'est la qualité de l'enseignement offert par le Conservatoire intercommunal de Sète et du Bassin de Thau qui est

mise à l'honneur, puisque tous les acteurs présents sur cette création théâtrale, sont issus de la classe d'art dramatique de cette structure à vocation culturelle.

Cette année marque une nouvelle étape de consécration de niveau international, puisque cette pièce a été en compétition au festival « Friscènes » à Fribourg en Suisse durant la semaine du 13 au 20 octobre 2018.

La ville de Sète est sollicitée par l'Association « C'est pas moi, c'est toi », afin d'apporter un soutien pour sa participation à ce festival prestigieux.

Afin d'accompagner le parcours prometteur de cette troupe théâtrale, qui compte déjà plus de 14 représentations à son actif, hors du territoire local, la ville de Sète se propose d'octroyer une subvention exceptionnelle d'un montant de **500 euros** afin de participer aux frais de déplacements occasionnés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à attribuer cette subvention exceptionnelle,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant,

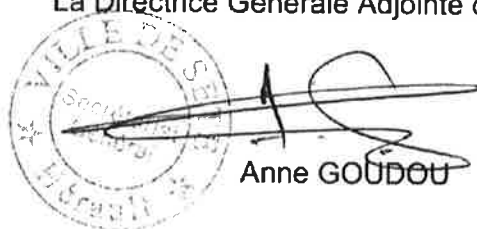
DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2018 du service des affaires culturelles :

Gestionnaire : CULTURE Nature 6745 Fonction 30 Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-169-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de sète 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-169

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PROGRAMME « ACTION COEUR DE VILLE - VOLET HABITAT ET IMMOBILIER » -
CONVENTION AVEC ACTION LOGEMENT ET SETE AGGLOPOLE
MEDITERRANEE - APPROBATION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibérations du conseil municipal en date du 17 septembre 2018 et du conseil communautaire en date du 20 septembre 2018, la Ville de Sète et Sète Agglopôle Méditerranée ont approuvé la convention-cadre pluriannuelle pour la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville.

Cette convention a été signée par l'ensemble des partenaires le 13 octobre 2018.

La présente convention « cœur de ville – volet immobilier » a pour objet de définir les conditions d'interventions communes entre la Ville, Sète Agglopôle Méditerranée et Action Logement en vue de favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville, qui seront inclus dans le périmètre de l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), afin d'y développer une offre locative

d'habitat et de commerce rénovée, pour accroître l'attractivité du centre dans le cadre du projet global de transformation porté par la collectivité.

Ces engagements font partie intégrante du Programme Action Cœur de Ville initié par l'Etat et les partenaires du Programme : Action Logement, Caisse des Dépôts, ANAH et ANRU.

- La ville Sète et Sète Agglopôle Méditerranée s'engagent à définir dans le cadre du volet Habitat du projet Action Cœur de Ville, la liste des immeubles entiers qu'elles maîtriseront ou qui seront maîtrisés par des opérateurs publics fonciers, ou des opérateurs privés et, susceptibles de faire l'objet du programme de financement d'Action Logement Services,
- Action Logement Services s'engage à analyser ces opérations pour valider leur conformité à ses objectifs et pour celles qui y répondent, à instruire les demandes de financement portées par les opérateurs sociaux ou privés qui se porteront investisseurs de ces opérations en accord avec la Ville, afin de faciliter la réalisation de ces opérations.

La convention est conclue pour une durée de 4 ans.

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 17 septembre 2018 approuvant la convention-cadre pluriannuelle du Programme « Action Cœur de Ville ».

VU la délibération du Conseil Communautaire de Sète Agglopôle Méditerranée en date du 20 septembre 2018 approuvant la convention-cadre pluriannuelle du Programme « Action Cœur de Ville ».

VU la Directive-Pilote d'Action Logement prise en application de l'article L.313-18-1 II du Code de la Construction et de l'Habitation et de la convention visée au 13^{ème} alinéa de l'article L.313-3 dudit code.

CONSIDERANT, la nécessité de préciser les modalités d'intervention de la Ville, Sète Agglopôle Méditerranée et d'Action Logement sur le volet habitat – immobilier déclinées dans l'axe 1 du Programme « Action Cœur de Ville » qui s'intitule « de la réhabilitation à la restructuration vers une offre attractive de l'habitat ».


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE les termes de la convention « cœur de ville – volet immobilier » entre la Ville de Sète, SAM et Action Logement, annexée à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous documents s'y rapportant et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-070-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  *sète*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-170

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : NOUVEAU PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE - CONVENTION
PLURIANNUELLE POUR LE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ILE DE THAU**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du Contrat de ville de l'agglomération du Bassin de Thau 2015/2020 signé le 3 juillet 2015, Sète Agglopôle Méditerranée et la Ville ont candidaté au Nouveau Programme de Rénovation Urbaine mis en place par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine.

Un protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain de l'île de Thau, étape de définition partenariale du projet, a été conclu le 22 mars 2017.

Cette étape a également constitué une étape d'information, de consultation et de concertation de la population : réunions individuelles avec les commerçants du centre commercial les Boutiques de Thau en mars et avril 2018, Enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de construction-démolition du centre commercial entre les 4 et 21 septembre 2018, réunions publiques des 18 mai et 3 décembre 2018.

L'objectif du projet de renouvellement urbain à 15 ans est de redonner à ce quartier l'ambition qu'il a pu avoir lors de sa création et lui donner un rôle original et unique dans l'agglomération, celui d'un **quartier populaire à haut niveau de service et haute qualité environnementale** jouant un rôle de **pôle de centralité secondaire** pour les quartiers environnants.

Pour cela, le programme d'actions défini lors de l'élaboration du protocole de préfiguration est précisé dans la présente convention.

L'ambition du projet est d'offrir un parc de logements de qualité et énergétiquement sobres, des transports en commun fréquents sur des amplitudes horaires adaptées aux besoins des habitants, disposant de l'ensemble des services de proximité nécessaires à la qualité de vie de la population (commerces, administration, services publics et sociaux, écoles, loisirs, sports...) dans un cadre de vie requalifié.

Cette qualité de vie sera également recherchée au travers de l'obtention du label Écoquartier dont la charte guidera chacune des opérations qui sera menée et conférera au quartier **une haute qualité environnementale**.

Le conseil municipal a délibéré en ce sens en date du 18 septembre 2018 (DM 2018-103).

Ce haut niveau de services dans un cadre environnemental de qualité devrait à terme transformer le quartier en **pôle attractif pour les habitants des quartiers voisins** qui viendront aisément et en toute sécurité y chercher tous les services offerts sur place (pôle commercial, pôle socio-culturel, pôle de loisirs...) dans un environnement de qualité reconnu et appropriable par tous.

Le projet a reçu un avis favorable du Comité d'engagement de l'ANRU le 16 juin 2018.

Le montant total des investissements s'élèvera à 28,9 M €. Le montant total des subventions de l'ANRU sera de 8 683 000,00 € cumulés au titre du protocole de préfiguration, de l'opération de construction-démolition du centre commercial les Boutiques de Thau et de la présente convention.

La participation de la Ville, d'un montant de 6,1 M € sera diminuée de la participation du Conseil régional en cours de négociation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Île de Thau,

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer la présente convention ainsi que tous les documents s'y rapportant,

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'élu délégué à poursuivre les négociations avec les collectivités partenaires.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-171

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

MARCHES PUBLICS

Objet : GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE DRAGAGE DE PLAGE ET DES PASSES D'ENTREE DES PORTS DE PLAISANCE DE MARSEILLAN-PLAGE ET DU PORT DES QUILLES - CONVENTION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28.II,

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 25 et 27,

Chaque année, la Ville de Sète effectue, avant le 30 avril, un dragage derrière un épi rocheux afin de rouvrir un chenal de circulation d'eau entre la plage du Lazaret et la passe d'entrée du port de plaisance des Quilles ;

Ce dragage permet également d'enlever les poches de sable dans la passe d'entrée du port.

Chaque année, la Ville de Marseillan effectue, avant le début de la saison estivale, un dragage de la passe d'entrée du port de plaisance de Marseillan-Plage.

La technique de dragage ainsi que l'état des sédiments étant similaires dans les deux communes, les travaux de ces deux dragage sont envisagés en groupement de commande afin d'optimiser les coûts et l'organisation des travaux, et de minimiser les coûts d'amenée et de ramené de la barge de dragage.

Il a pour objet:

- Pour la ville de Sète : Dragage du chenal entre la plage du Lazaret et la passe d'entrée du port des Quilles, ainsi que le chenal de cette passe d'entrée,
- Pour la ville de Marseillan : Dragage de la passe d'entrée du port de plaisance de Marseillan-Plage.

Ces opérations seront donc réalisées dans le cadre d'une planification concertée entre les deux villes, courant avril pour la Commune de Sète, courant mai ou juin pour la Commune de Marseillan.

Au terme d'échanges menés entre les deux collectivités, est apparue la volonté de contracter pour ces travaux sous la forme d'un groupement de commandes publiques.

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

Ce groupement de commandes est constitué selon les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015.

Le marché sera conclu pour une période d'un an.

Les montants maximum d'engagement pour chaque membre du groupement sont indiqués dans la convention.

Le montant total du marché sur la durée d'exécution tous membres confondus est de **205 000 € HT**.

La Ville de Sète assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procèdera, en concertation avec les membres à l'organisation de la totalité de la procédure et des opérations de sélection des titulaires.

La Ville de Sète exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Conformément à l'article 28.II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la Ville de Sète sera chargée de signer et de notifier le marché pour l'ensemble des membres.

Chaque membre du groupement, s'assurera, pour la partie la concernant, des commandes et du paiement des prestations.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché à passer, soit de sa signature par l'ensemble des parties jusqu'à l'expiration dudit marché

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes publiques pour la réalisation de travaux de dragage de plage et des passes d'entrée des ports de plaisance de Marseillan-Plage et du Port des Quilles,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned over the text of the delegation.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-172-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-172

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

INTERCOMMUNALITE

Objet : PARC AQUATECHNIQUE - RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC -
CONVENTION FINANCIERE DE REMBOURSEMENT AVEC SETE AGGLOPOLE
MEDITERRANEE

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-5-1 du CGCT, Sète Agglopôle Méditerranée exerce de plein droit, en lieu et place des communes, la compétence développement économique ; cette dernière portant notamment sur «la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activités économiques».

Sète Agglopôle Méditerranée, dans le cadre de cette compétence, a lancé un programme de requalification de 14 millions d'euros TTC sur 5 zones d'activités : Les Eaux Blanches et le Parc Aquatechnique à Sète, la Peyrade à Frontignan, la Clau à Gigan et Massilia à Marseillan.

Dans le cadre du Partenariat Public Privé portant sur la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et d'équipements électriques urbains, la réalisation des prestations relatives aux installations d'éclairage public des 2 zones d'activités de la ville de Sète transférées (Eaux Blanches et Parc Aquatechnique), imputent à Sète Agglopôle Méditerranée.

Par avenant N° 8 signé par la Ville de Sète en date du 26 décembre 2016, les modifications apportées à ce contrat ont permis à Sète Agglopôle Méditerranée de s'affranchir des contraintes calendaires imposées par ce dernier lors de la requalification du Parc Aquatechnique.

Ainsi, les rues d'Amsterdam, d'Athènes, de Berlin, de Bruxelles, de Dublin, de Lisbonne, de Londres, et de Rome, du Parc Aquatechnique, sont décalées au poste G3.

Dans ce cadre, Sète Agglopôle Méditerranée assurera le remboursement des travaux réalisés pour le Parc Aquatechnique, dans ce poste à compter de 2018, par voie de convention, à la Ville de Sète, pour un montant total de 618 955,38 € HT, réparti comme ceci :

- 290 292,69€ HT: équipement éclairage,
- 328 662,68€ HT : génie civil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les termes de la convention de remboursement entre Sète Agglopôle Méditerranée et la Ville de Sète, pour la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public, ci-annexée,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-173

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

INTERCOMMUNALITE

**Objet : TRANSFERT COMPETENCE EAUX PLUVIALES URBAINES A SETE AGGLOPOLE
MEDITERRANEE**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-17 et L.5216.5,

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement,

Vu l'arrêté n° 2016-I-944 de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 14 septembre 2016 modifié par les arrêtés n° 2016-I-1343 du 22 décembre 2016, n° 2017-I-971 du 09 août 2017, n° 2018-I-086 du 26 janvier 2018 et n° 2018-I-329 du 09 avril 2018 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et de la Communauté des Communes du Nord du Bassin de Thau au 1er janvier 2017 et en fixant les statuts,

Sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée, la gestion des eaux pluviales est une préoccupation essentielle pour garantir la qualité de l'eau de la lagune de Thau mais aussi pour lutter contre les inondations.

Depuis plusieurs années, les acteurs du territoire ont pris conscience de la nécessité d'une gestion globale des événements pluvieux et de l'interdépendance de la gestion des eaux pluviales avec la gestion de l'assainissement, des cours d'eau et des risques naturels. Les Schémas directeurs de gestion des eaux pluviales (SDGEP) établis sur chaque bassin versant ont été réalisés précisément dans une vision intégrée des enjeux de qualité des milieux aquatiques et de prévention des risques d'inondation.

A l'issue des Schémas directeurs, et en vertu du cadre législatif du moment, les communes du territoire et la Communauté d'Agglomération se sont prononcées pour une gestion globale de l'assainissement, des eaux pluviales, des milieux aquatiques et des inondations.

L'exercice de ces missions relevait alors des seules compétences "assainissement" et "GEMAPI".

Or, la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eaux et assainissement vient modifier le périmètre de la compétence optionnelle "assainissement" telle qu'exercée par Sète Agglopôle Méditerranée.

Pour rappel, la compétence optionnelle "assainissement" a subi au fil des adoptions législatives des modifications rédactionnelles substantielles impactant sur ses conditions d'exercices et sur lesquelles il convient de revenir :

- la compétence assainissement après le GRENELLE II (Loi du 13 juillet 2010) avait été enrichie d'un plan "traitement des eaux pluviales",
- ce plan "traitement des eaux pluviales" a été supprimé par la loi NOTRe du 7 août 2015, l'article L.5216-5 II 2° ne faisant référence qu'à l' "Assainissement" de manière générique.

Ce posait dès lors la question du contenu de cette compétence "Assainissement". Comprendait-elle le pluviale ?

Par note d'information en date du 13 juillet 2016, s'appuyant sur un arrêt du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 (Communauté Urbaine Marseille Provence métropole n° 349614) l'Etat exprimait très clairement la position à adopter : "la compétence "assainissement" inclue la gestion des eaux pluviales".

Il résulte de l'examen des débats parlementaires et des rapports législatifs, de la loi du 3 août 2018, que le gouvernement a fait de la décision du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 une interprétation extensive et excessive et que dès lors, la gestion des eaux pluviales par les Communautés d'Agglomération sur le fondement de la compétence "Assainissement" était fragile.

Ainsi, sous couvert de consolidation juridique, le législateur définit au travers de cette loi du 3 août 2018 le périmètre de la compétence assainissement comme suit "Article L5216-5 II 2° : Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 " et créé une nouvelle compétence obligatoire au 1er janvier 2020 "gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L.2226-1".

Il s'ensuit que, si une Communauté d'agglomération est actuellement compétente pour "l'assainissement" sans plus de précision, cette expression se comprend comme désignant le seul assainissement des eaux usées. Le service Public de gestion des eaux pluviales urbaines n'en fait plus partie.

Afin de poursuivre ses missions actuelles en matière de gestion de l'eau et pour assurer une continuité avant l'échéance de 2020, il conviendrait que les communes membres transfèrent la compétence "gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.222.6 du Code Général des Collectivités Territoriales" à Sète Agglopôle Méditerranée.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres d'un EPCI peuvent, à tout moment, transférer certaines de leurs compétences.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et des communes membres se prononçant dans les conditions de majorités requises pour la création de l'EPCI, à savoir les 2/3 des Conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou au moins la moitié des Conseils municipaux des communes membres représentant les 2/3 de la population totale de celles-ci.
La majorité doit comprendre le Conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Chaque Conseil municipal dispose alors d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune, de la délibération du Conseil communautaire pour se prononcer sur le transfert proposé de la compétence supplémentaire "gestion des eaux pluviales urbaines".
A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le transfert de compétence est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, qui constate que les conditions de majorité qualifiée sont réunies.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE


le transfert au bénéfice de Sète Agglopôle Méditerranée, de la compétence supplémentaire « gestion des eaux pluviales urbaines » au sens de l'article L.2226-1 du Code Général des collectivités territoriales en conformité avec la délibération de Sète Agglopôle Méditerranée du 20 septembre 2018,


AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document en ce sens.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-174

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

URBANISME

Objet : AIDES FINANCIERES DIRECTES AUX PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES POUR LE
RAVALEMENT DES FACADES - EXTENSION DU PERIMETRE - APPROBATION
DU NOUVEAU REGLEMENT D'ATTRIBUTION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète souhaite préserver et mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain de son centre ville, en promouvant la rénovation de ses façades.

Cette action porte sur des ilots concernés par l'opération Programme de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés (PRQAD Centre Ville), par des opérations ponctuelles de requalification du tissu urbain, ou sur des axes ou secteurs identifiés comme stratégiques pour le paysage urbain sétois (diagnostic architectural, patrimonial et environnemental du Site Patrimonial Remarquable).

Les rues Gambetta, Général de Gaulle, Alsace-Lorraine, Frédéric Mistral, André Portes et Louis Blanc, constituent des axes majeurs du cœur de ville commerçant et touristique, dont le dynamisme est encouragé par d'importants travaux de requalification de la voirie et des espaces publics réalisés, en cours ou prévus par la ville.

Les résultats obtenus sur les axes les plus anciennement ciblés par l' « opération façades » confirmant que leur qualification et leur perception sont fortement influencées par l'aspect et l'état d'entretien de leurs façades, il paraît opportun et cohérent d'étendre ce périmètre aux rues et quais précités.

Ainsi, en complément de l'obligation faite aux propriétaires d'un ravalement décennal de leur bien, conformément à l'arrêté préfectoral du 3 avril 1994, et afin de les inciter et de les accompagner dans la réalisation de ces travaux dans les meilleurs délais, la collectivité prévoit de leur accorder une aide financière.

Ce dispositif d'aide financière est prévu sur l'année 2019.

La prise en compte des réalisations de ravalements sur l'année 2018 et des prévisions de réalisation sur l'année 2019, ainsi que l'extension régulière du périmètre de cette action, ont conduit à lui réserver un montant total de 100 000,00 €, alloué au budget 2019 de la ville.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution d'aides directes aux propriétaires et d'approuver un nouveau règlement d'attribution de cette aide financière à laquelle les propriétaires d'immeubles pourront faire appel.

En effet, afin de promouvoir efficacement le dispositif en lui conférant une visibilité inédite, le règlement fera désormais obligation aux bénéficiaires de subvention, d'afficher un panneau spécifique pendant la durée des travaux.

Le projet de règlement d'attribution, annexé à la présente délibération, fixe la liste des bénéficiaires et des travaux éligibles à une subvention, les modalités d'attribution et de règlement de l'aide, ainsi que son montant, calculé sur un taux de 40% du montant HT des travaux, avec un plafond de 12 000 € par façade.

Il est précisé qu'une fois la subvention accordée, les travaux doivent être mis en œuvre dans un délai d'un an et avoir fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme (Déclaration Préalable). L'aide financière sera versée au propriétaire après contrôle d'exécution des travaux effectué par les services techniques municipaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'attribution d'aides financières directes aux propriétaires ayant satisfait au règlement d'attribution, pour le ravalement des façades des rues André Portes, Frédéric Mistral, Gambetta, Général de Gaulle, Alsace-Lorraine et Louis Blanc,

APPROUVE

le nouveau règlement d'attribution des aides financières, annexé à la présente délibération,

AUTORISE

le paiement de la subvention prélevée sur la ligne budgétaire :
Nature : 20422 - Fonction : 70 - Opération : 16006 - Chapitre : 204
Service : URBA

DONNE POUVOIR

à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives au dit règlement.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-175

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

URBANISME

**Objet : ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES AUX PROPRIETAIRES
D'IMMEUBLES POUR LE RAVALEMENT DES FACADES**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibérations des 29 janvier 2013, 23 septembre 2014, 2 mars 2015, 26 septembre 2016 et 12 février 2018, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution d'aides directes pour le ravalement des façades aux propriétaires de certains immeubles sis Grand rue Mario Roustan, rue Honoré Euzet, îlots Saint-Louis et Jean Jaurès, rue Jean Jaurès, rue Paul Valéry, rue Gaston Escarguel, rue Pierre Brossolette, rue Louis Blanc, rue des 3 journées, rue Pascal, rue Garenne, rue Caraussane, rue Gambetta, rue Frédéric Mistral, rue de Strasbourg, rue des Halles et rue de Metz, quais Louis Pasteur et Rhin et Danube.

Par ailleurs, par délibération du 12 février 2018 le Conseil Municipal a approuvé un nouveau règlement d'attribution de ces aides financières.

Plusieurs demandes d'aides remplissent les conditions fixées par ledit règlement :

Adresse des travaux	Demandeur	Type de travaux	Montant de l'aide
2 RUE PAUL VALERY	SYNDIC BENEVOLE M. DE SEABRA COPRO 2 RUE PAUL VALERY	Façades	6 299.68

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE l'attribution des aides financières figurant dans le tableau ci-dessus,

AUTORISE le paiement des aides prélevées sur la ligne budgétaire :
Nature : 20422 - Fonction : 70 - Opération 16006 - Chapitre 204
Service : URBANISME

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-176

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

URBANISME

Objet : DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE DU FUTUR CENTRE COMMERCIAL DE L'ILE DE THAU SUR LE FONCIER APPARTENANT A LA COMMUNE -
AUTORISATION A DONNER A EPARECA

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Un des axes majeurs du futur projet de rénovation urbaine de l'île de Thau, inscrit dans le cadre de la convention pluriannuelle à signer avec l'ANRU, consistera en la reconstruction du centre commercial « les boutiques de Thau » à l'emplacement de l'actuel centre social Gabino en cours d'acquisition par la commune et la portion de parking compris entre le centre social et l'avenue Pierre Mendès France appartenant au Domaine public de la Ville pour laquelle une procédure de demande de déclassement du Domaine public est en cours également.

Selon les termes de la convention partenariale conclue entre l'opérateur EPARECA (Etablissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux), Sète Agglopôle Méditerranée et la ville de Sète, la ville acquerra les locaux commerciaux et le foncier qu'elle ne maîtrise

pas, prendra en charge les transferts des commerçants de l'ancien centre commercial vers le nouveau, démolira le bâtiment actuel et cèdera à l'EPARECA le terrain nécessaire à la construction du futur centre commercial nu et prêt à bâtir.

Le conseil municipal a délibéré en ce sens le 09 octobre 2017 (D-2017-135), le 12 février 2018 (D-2018-019) et le 15 octobre 2018 (D-2018-145), et un arrêté préfectoral (n°2018-I-818) d'ouverture d'enquête publique préalable à l'obtention d'une DUP et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet de reconstruction du centre commercial a été pris le 12 juillet 2018.

Cette enquête s'est déroulée du 4 au 21 septembre 2018.

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit qu'EPARECA prendra possession du terrain nécessaire à la construction du futur centre commercial nu et prêt à bâtir à la fin du 1er trimestre 2019.

Afin d'anticiper, Il est proposé d'autoriser EPARECA à déposer un permis de construire à la fin de l'année. La commune étant propriétaire du foncier nécessaire à la date du dépôt du permis de construire, elle doit accorder à EPARECA la possibilité de faire enregistrer cette demande.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE EPARECA à déposer une demande de permis de construire sur le foncier nécessaire à la construction du futur centre commercial de l'Ile de Thau appartenant à la commune,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-177

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ACQUISITION AUPRES DE LA COPROPRIETE DE LA RESIDENCE LE ST HONORE D'UN TROTTOIR CADASTRE AM 573 ET AM 575 SITUE RUE DE LA PEYRADE

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du Permis de Construire délivré à la société FDI Promotion lors de la construction de la résidence le St Honoré rues Honoré Euzet et de la Peyrade, il était prévu que la réalisation du trottoir de la rue de la Peyrade incombe au pétitionnaire avec rétrocession à la Ville à l'issue du chantier, pour classement dans le Domaine Public Communal.

Ce trottoir, qui représente une superficie globale de 86 m², est situé sur les parcelles cadastrées AM 573 (68 m²) et AM 575 (18 m²), conformément au document cadastral daté du 17 septembre 2018.

FDI Promotion n'ayant pas finalisé la cession, la copropriété a accepté par vote de l'Assemblée Générale en date du 03 mai 2018 de procéder à cette rétrocession.

Un accord est intervenu entre les parties pour fixer le prix à 3 096 €.

Les services de France Domaine n'ont pas été consultés car la valeur foncière du bien est inférieure à 180 000 €.

Les frais liés à cette transaction (géomètre et notaire) sont pris en charge par la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

l'acquisition par la Commune du trottoir de la rue de la Peyrade, cadastré AM 573 et AM 575, pour une superficie de 86 m², pour un montant de 3 096 €, en vue de son incorporation dans le domaine Public Communal,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

AUTORISE

le Trésorier Municipal à faire dépense le moment venu du produit de l'acquisition sous l'imputation :

Nature : 2111

Fonction : 020

Service : URBA

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-178

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

GESTION DU PATRIMOINE

**Objet : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA PARCELLE
CADASTREE AI N°426, SISE IMPASSE GAFFINEL**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète est devenue propriétaire d'une emprise d'une superficie de 174 m² cadastrée section AI n°426, par acte notarié en date des 30 juin et 13 juillet 2011.

Cette acquisition avait pour but de désenclaver l'impasse Gaffinel en permettant une continuité piétonne ainsi que le passage des véhicules d'entretien entre l'impasse Gaffinel et l'avenue Victor Hugo.

Cette parcelle (issue de la parcelle anciennement dénommée AI n°426) a par la suite fait l'objet d'un classement dans le Domaine Public Communal, par délibération n°D-20177-159 du 19 juillet 2011, à l'issue d'une enquête publique qui s'est déroulée du lundi 6 juin au lundi 20 juin 2011.

Une clause résolutoire incluse dans l'acte précité prévoyait que la vente serait résolue de plein droit si, dans un délai de 24 mois, l'opération immobilière sur les parcelles mitoyennes restant la propriété du vendeur ne se réalisait pas ou si le classement dans le Domaine Public Communal n'était pas intervenu.

A ce jour, force est de constater que ni la condition liée à l'opération immobilière qui n'a pas été réalisée, ni par conséquent le projet communal d'affectation de cet espace au domaine public (désenclavement de l'impasse par la création d'une voie après démolition du bâti existant) n'ont été accomplis dans le délai imparti.

L'article L.2141-1 du Code général de la Propriété des personnes Publiques précisant qu' « un bien d'une personne publique [...] qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public communal à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement » et la désaffectation étant effective de fait, il convient de procéder au déclassement du bien par la présente délibération afin de mettre en œuvre la résolution de la vente conformément aux dispositions de l'acte notarié précité.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE la désaffectation de la parcelle AI n°426 qui, malgré son classement dans le Domaine Public Communal, n'a jamais fait l'objet d'une affectation à cet usage,

DECIDE le déclassement du Domaine Public de la parcelle cadastrée section AI n°426 d'une superficie de 174 m²,

AUTORISE Monsieur le maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

 
Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-179

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : BAIL EMPHYTEOTIQUE A SIGNER AVEC LES CONSORTS BENSASSON POUR DES BIENS SITUES AU 60 GRAND RUE MARIO ROUSTAN - AVENANT

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par acte notarié des 19 et 20 novembre 2007, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (CABT) a cédé à la commune de Sète, pour le temps restant à courir soit jusqu'au 30 juin 2015, un bail emphytéotique conclu à l'origine entre Mme BENSASSON et le SIVOM de Sète le 19 octobre 1995, la CABT s'étant substituée au SIVOM depuis le 1^{er} janvier 2003.

Ce bail, consenti pour une durée de 20 ans à compter du 1^{er} juillet 1995 concerne les lots 1,5 et 7 dépendants d'un immeuble sis 60 grand rue Mario Roustan et 1 rue Rapide, cadastré section AN n°441 pour une contenance de 5a 35ca.

Ce bail a été ensuite prorogé par un premier avenant par délibération n°D-2015-060 du 27 avril 2015 (pour une durée de 3 ans supplémentaires, avec paiement d'un loyer annuel hors taxes et

hors charges de 27 000,00 €) et par un deuxième avenant approuvé par délibération n°D-2019-088 du 11 juin 2018 (pour une durée de 4 mois jusqu'au 31 octobre 2018, pour un montant forfaitaire de 10 000,00 €).

Ce dernier étant arrivé à échéance, les propriétaires ont consenti à sa prorogation pour une durée de 3 ans jusqu'au 31 octobre 2021 moyennant un loyer annuel de 37 800€.

La commune prendra à sa charge les frais notariés correspondants d'un montant de 3200.63€ TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE la prorogation du bail emphytéotique du 1^{er} juillet 1995 par avenant à conclure entre la commune et les Consorts BENSASSON

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la ville sous les imputations suivantes

Nature : 6132

Fonction : 020

Service : GPAT

Nature : 62269

Fonction : 020

Service : GPAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-180

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD) ENTREE EST - MODIFICATION DU PERIMETRE ET CREATION D'UNE NOUVELLE ZAD REGION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Zone d'Aménagement Différé « Entrée Est – Partie Nord » a été créée par l'arrêté préfectoral n°2012-01-728 du 27 mars 2012, afin de permettre à la ville de SETE de constituer des réserves foncières destinées à mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat, à organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques, à réaliser des équipements collectifs et à se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

Son périmètre, dont l'emprise initiale représentait environ 98 hectares, s'inscrit dans un secteur identifié au SCOT comme étant à enjeux majeurs pour le développement du territoire du bassin de Thau.

Une première convention cadre d'anticipation foncière concernant ladite ZAD a ainsi été conclue le 10 octobre 2012 entre la ville et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, pour une durée de 5 ans, qui a évolué en une nouvelle convention tripartite suite à l'intégration de Sète Agglopôle Méditerranée dans le dispositif le 17 août 2015.

Cette nouvelle convention portant sur un périmètre élargi, d'une superficie d'environ 113 hectares situés au nord du canal de Lapeyrade et représentant donc de nouvelles opportunités d'acquisition, un avenant n°1 approuvé par délibération du 30 novembre 2015 a porté le montant de l'engagement financier de l'EPF de 6 000 000 € à 20 000 000 €.

Suite à l'acquisition du site Flexsys par l'EPF en 2015, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du 29 mars 2016, permettant à Sète Agglopôle Méditerranée d'assurer la gestion des biens acquis dans le cadre de cette convention.

A l'approche du terme de la ZAD conformément aux dispositions de la loi n°2010-597 du 3 juin 2017 relative au Grand Paris, le Conseil Municipal a ensuite délibéré pour solliciter auprès du Préfet le renouvellement de la ZAD et de son périmètre élargi pour une durée de 6 ans et l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-03-09328 a été pris en ce sens en mars 2018.

Enfin un avenant 3 a été conclu, après approbation en Conseil Municipal du 17 septembre 2018, afin de modifier diverses clauses relatives aux modalités de paiement, de jouissance et de gestion des biens (suite au contrat de concession passé entre SAM et la Société Publique Locale du Bassin de Thau).

Aujourd'hui se pose la question de la cohérence de cette ZAD et des termes de la convention au vu de la caractérisation des différents types d'espaces inclus dans le périmètre.

En effet, au sein de l'actuelle ZAD « Entrée Est », les terrains situés au sud de l'avenue Gilbert Martelli constituent un secteur spécifique, identifié au Plan Local d'Urbanisme comme « espaces économiques [...] spécifiquement dédiés à l'accueil d'activités en interaction avec celles du port, mais dont l'aspect et le fonctionnement (accès, contraintes de circulation des véhicules) sont susceptibles de s'intégrer à un aménagement compatible avec le caractère d'entrée de ville de ce secteur (artisanat, tertiaire, logistique, petite industrie) ».

Ainsi, la propriété du port de Sète ayant été transférée à la Région depuis les lois de décentralisation de 2007 et celle-ci souhaitant poursuivre son ambitieux programme de réhabilitation et de réaménagement du port de commerce et de pêche (modernisation des outils et infrastructures ainsi que nouveaux aménagements pour le développement du port), il paraît pertinent que celle-ci puisse disposer d'un droit de préemption sur cette zone. Ce droit de préemption lui permettra de veiller sur le respect des dispositions du PLU et de créer les conditions d'une meilleure synergie des espaces portuaires avec leur environnement direct.

Pour ce faire, il convient d'une part d'exclure les parcelles concernées de la ZAD actuelle dite « Entrée Est », en modifiant son périmètre, et d'autre part de créer une nouvelle ZAD sur laquelle le droit de préemption sera confié à la Région Occitanie :

Liste des parcelles de la ZAD « Entrée Est » modifiée :

AC	193	AE	30	AH	87
AC	196	AE	36	AH	88
AC	244	AE	47	AH	89
AC	257	AE	48	AH	90
AC	364	AE	49	AH	91
AC	365	AE	50	AH	92
AC	366	AE	51	AH	93
AC	372	AH	10	AH	94

AC	373	AH	11	AH	95
AC	374	AH	12	AH	96
AC	375	AH	13	AH	97
AC	468	AH	15	AH	98
AC	469	AH	16	AH	99
AC	472	AH	17	AH	101
AC	473	AH	23	AH	102
AC	500	AH	24	AH	103
AC	509	AH	27	AH	104
AC	510	AH	32	AH	107
AC	514	AH	41	AH	108
AC	601	AH	44	AH	109
AD	9	AH	45	AH	110
AD	10	AH	46	AI	236
AD	11	AH	47	AI	237
AD	13	AH	48	AI	238
AD	129	AH	54	AI	239
AD	130	AH	55	AI	240
AD	131	AH	58	AI	242
AD	132	AH	59	AI	243
AD	133	AH	60	AI	244
AD	143	AH	64	AI	245
AD	144	AH	65	AI	246
AD	177	AH	70	AI	249
AD	218	AH	73	AI	251
AD	219	AH	78	AI	350
AD	225	AH	79	AI	351
AD	228	AH	80	AI	367
AD	238	AH	81	AI	368
AD	239	AH	82	AI	391
AE	5	AH	83	AI	392
AE	22	AH	84	AI	393
AE	23	AH	85		
AE	29	AH	86		

Liste des parcelles transférées dans le périmètre d'une nouvelle ZAD « Entrée Est » à caractère portuaire :

AE	10	AH	36
AE	12	AH	37
AE	13	AH	38
AE	14	AH	39
AE	15	AH	40
AE	16	AH	42
AE	18	AH	56
AE	26	AH	66
AE	27	AH	67
AE	28	AH	68
AE	37	AH	69
AE	43	AH	71
AE	57	AH	112
AE	58	AH	113
		AH	114
		AH	115

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

SOLLICITE Monsieur le Préfet pour la modification du périmètre de la zone d'aménagement différé (ZAD) « Entrée Est » telle qu'exposée ci-dessus et figurée au plan annexé à la présente délibération,


SOLLICITE Monsieur le Préfet pour la création d'une nouvelle ZAD, pour une durée de 6 ans, renouvelable à son terme, telle qu'exposée ci-dessus et figurée au plan annexé à la présente délibération,

DESIGNE la Région Occitanie comme titulaire du droit de préemption de cette nouvelle ZAD,

AUTORISE Monsieur le maire à signer tout document ou acte se rapportant à cette affaire.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-181

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PNRQAD « CENTRE-VILLE SETE »
- COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - ANNEE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions des articles L.1523-2 et L.1523-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA Elit en vertu d'une Concession d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 12 Mars 2013, signée le 16 Avril 2013 puis complétée par un avenant approuvé en Conseil Municipal le 17 Décembre 2013, soumet à l'approbation de la collectivité le Compte-rendu Annuel des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu d'activités 2017 du Périmètre de Restauration Immobilière PNRQAD Centre-Ville présenté par la SA ELIT détaille l'avancement de l'opération, les acquisitions et les cessions de l'année ainsi que le bilan financier et le plan de trésorerie au 31 décembre 2016.

Concernant le déroulement de l'opération en 2017 :

La concession d'aménagement porte sur trois secteurs d'intervention : l'ilot Jaurès, l'ilot Saint-Louis et un périmètre élargi de 22 immeubles en secteur diffus.

Sur les 10 immeubles sous DUP de l'ilot Jean Jaurès, la SAELIT poursuit sa mission d'animation. 3 immeubles complets ont d'ores et déjà été rénovés. Des travaux sont en cours de programmation sur 2 immeubles. La SA ELIT recherche des opérateurs sur deux immeubles qu'elle maîtrise. Sur les 3 autres, des architectes ont missionnés par la SAELIT afin de définir les programmes de travaux.

Sur l'ilot Saint Louis, SAELIT a défini un projet de restauration immobilière, trouvé un investisseur en mesure de le mettre en œuvre et entamé la phase judiciaire de la procédure d'expropriation pour maîtriser les derniers lots.

Sur les 22 immeubles diffus, la SA Elit mène un travail d'animation des copropriétés pour les inciter à leur restauration (préparation d'une DUP complémentaire, désignation d'architectes pour aider les copropriétaires à définir les programmes de travaux...).

Concernant l'état des engagements financiers et le plan de trésorerie prévisionnel :

Le montant des dépenses du bilan prévisionnel actualisé au 31.12.2017 s'élève à 6 418 K€ dont 2 858 K€ réalisés, soit 44,5% d'avancement.

Le montant des recettes du bilan prévisionnel actualisé au 31.12.2017 s'élève à 6 418 K€ dont 3 852 K€, soit 60% d'avancement.

Le bilan de l'opération au 31.12.2017 s'équilibre et reste conforme au bilan approuvé précédemment. Il affiche une participation de la Ville inchangée, à hauteur de 2 500 K€ HT qui ont été intégralement versés.

La SA Elit a reçu, par ailleurs, de la Ville de SETE une avance de trésorerie à hauteur de 700 k€ afférente à l'exercice 2017, conformément à la quatrième convention financière portant sur les exercices 2017 – 2018 – 2019 et 2020 pour un montant annuel de 700 k€ .

Une subvention de l'ANRU a été perçue pour 1 078 K€ à fin 2017 sur une enveloppe globale accordée de 2 515 K€.

La SA Elit a obtenu un emprunt auprès de la CDC d'un montant de 1 500 000€ garanti à hauteur de 100% par la Ville mobilisé depuis le 4^{ème} trimestre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le compte rendu annuel à la collectivité de l'exercice 2017 de l'opération PNRQAD centre-ville de SETE,

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités,


APPROUVE le plan de trésorerie actualisé,

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2017.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-182-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-182**

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PRI « ILE SUD DE SETE » -
COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - ANNEE 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions des articles L.1523-2 et L.1523-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SEM SA ELIT en vertu d'une Convention Publique d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 26 septembre 2002 et complétée par huit avenants approuvés en Conseil Municipal le 16 décembre 2003, le 15 mai 2006, le 9 décembre 2009, le 27 septembre 2011, le 13 novembre 2012, le 17 décembre 2013, le 23 mai 2016 et le 9 octobre 2017, soumet à l'approbation de la collectivité le Compte-rendu Annuel d'Activités des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu d'activités 2017 du Périmètre de Restauration Immobilière Ile Sud (PRI ILE SUD) présenté par la SA ELIT détaille l'avancement de l'opération, les acquisitions et les cessions de l'année ainsi que le bilan financier et le plan de trésorerie au 31 décembre 2017.

Concernant le déroulement de l'opération en 2017 :

- le montant des dépenses cumulé pour l'année 2017 est de 14 760 K € HT,
- le montant des recettes cumulé pour l'année 2017 est de 12 638 K € HT.

Concernant l'état des engagements financiers et le plan de trésorerie prévisionnel :

- Le montant prévisionnel des dépenses de l'opération s'élève à 15 416 K€, dont 96 % réalisé au 31 décembre 2017 (14 760 K€),
- Le montant prévisionnel des recettes de l'opération s'élève à 15 416 K€, dont 82 % réalisé au 31 décembre 2017 (12 638 K€).

Le bilan de l'opération au 31 décembre 2017 s'équilibre donc en dépenses et en recettes à hauteur de 15 416 K€ et affiche une participation de la Ville, à hauteur de 6 060 K€ HT dont le solde sera versé sur les exercices 2018, 2019 et 2020 à hauteur respectivement de 250 K€, 850 K€ et 250 K€.

La SA ELIT a reçu de la Ville de SETE des avances cumulées de trésorerie à hauteur de 7 633 K€. Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) des années 2003 à 2017 précisent l'affectation de ces sommes.

La SA ELIT a respecté ses engagements sur 2003 à 2017, à savoir le remboursement total des avances reçues de la Ville à hauteur de 7 633 K€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le présent compte rendu d'activité au 31 décembre 2017,

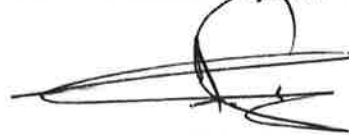
APPROUVE le bilan financier au 31 décembre 2017 et son plan de trésorerie au 31 décembre 2020,

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2017,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-183

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PRI "ILE SUD DE SETE" -
AVENANT N°9**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2002, la Ville de Sète a approuvé la Convention Publique d'Aménagement entre la Ville de Sète et la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT) confiant à cette dernière l'opération d'aménagement foncier et d'urbanisme dénommée « PRI Quartier Ile Sud ».

Cette Convention Publique d'Aménagement a fait l'objet d'une signature le 4 Octobre 2002 et d'une réception par le représentant de l'Etat le même jour.

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2003, la Ville de Sète a approuvé l'avenant n°1 à la Convention Publique d'Aménagement entre la Ville de Sète et la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT).

Cet avenant a fait l'objet d'une signature le 24 Octobre 2003. Il portait sur la modification de l'article 20 Rémunération de la société.

Par avenant n° 2 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2005 soit un montant de 1 080 000 € HT.

Par avenant n° 3 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2009, transmis à la Préfecture le 6 janvier 2010, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2008 soit un montant de 1 759 000 € HT.

Par avenant n° 4 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2011, transmis à la Préfecture le 31 octobre 2011, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2010 soit un montant de 1 911 000 € HT.

Par avenant n° 5 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 13 novembre 2012, transmis à la Préfecture le 22 novembre 2012, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2011 soit un montant de 3 165 000 € HT.

Cet avenant prolongeait également la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2013, cette durée pouvant être également prolongée en cas d'inachèvement de l'opération.

Par avenant n° 6 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2013, transmis à la Préfecture le 22 décembre 2013, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2012 soit un montant de 4 460 000 € HT.

Cet avenant prolongeait également la durée de la convention jusqu'au 30 décembre 2016, cette durée pouvant être également prolongée en cas d'inachèvement de l'opération.

Par avenant n° 7 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2016, transmis à la Préfecture le 25 mai 2016, la convention a été prorogée jusqu'au 30 décembre 2018.

Par avenant n°8 approuvé par délibération du conseil Municipal du 9 octobre 2017, transmis à la Préfecture le 11 octobre 2017, il a été défini le montant actualisé de la participation HT de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2016 soit un montant de 5 460 000 € HT.

Cet avenant prolongeait également la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2020.

La Convention Publique d'Aménagement du 4 octobre 2002 a été modifiée pour prendre en compte la participation de la collectivité publique cocontractante au coût de l'opération destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération.

Le présent avenant n°9, soumis à l'approbation du Conseil Municipal, porte sur la réévaluation du montant de la participation, formulée comme suit :

« en application de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la participation de la collectivité publique cocontractante au coût de l'opération est destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération.

Le montant total prévisionnel de la participation, établi en fonction du bilan révisé ci-annexé, est fixé à 6 060 000 € HT (six millions soixante mille euros).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

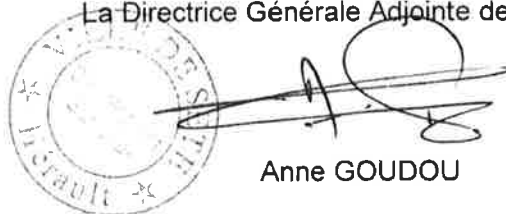
l'avenant n°9 à la convention publique d'aménagement « PRI quartier Ile Sud » du 4 octobre 2002 passée avec la SA d'Équipement du Littoral de Thau (SA ELIT) réévaluant le montant de la participation à 6 060 000 € HT,

Autorise

Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents consécutifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITÉ PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-184

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : CONCESSION D'AMENAGEMENT ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Emile ANFOSSO, Premier Adjoint.

Etaient présents : Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etaient absents : François COMMEINHES, Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT soumet à l'approbation de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2017 de l'opération d'aménagement ZAC Entrée Est.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement approuvée par le conseil Municipal du 20 mai 2005 et déposée en préfecture de l'Hérault le 28 octobre 2005, complétée par voie d'avenant n°1 approuvé par le conseil municipal du 13 décembre 2010, reçu en préfecture de l'Hérault le 16 décembre 2010, voie d'avenant n°2 approuvé par le

d'avenant n°3 approuvé par le conseil municipal du 5 juin 2012, reçu en préfecture de l'Hérault le 20 juin 2012 et voie d'avenant n°4 approuvé par le conseil municipal du 13 novembre 2012, reçu en Préfecture de l'Hérault le 12 décembre 2012.

Ce compte rendu Annuel d'Activités à la Collectivité vise à présenter à la Ville de Sète, l'avancement de l'opération en termes administratifs, physiques et financiers, pour lui permettre de suivre le déroulement de l'opération et de décider des mesures à prendre pour maîtriser son évolution.

Je vous rappelle que le projet de la zone à aménager, de 18 hectares environ, doit permettre de :

- de combler un déficit en équipements de proximité,
- de produire une offre en logement social pour laquelle la Ville de Sète connaît un déficit,
- d'accompagner la réorganisation du port de Sète en favorisant le redéploiement des activités connexes implantées dans la zone,
- de conforter la mixité activité/habitat traditionnellement établie dans les tissus de la Ville et qui sont le fondement du développement sétois.

A la fin de l'année 2017 l'état d'avancement des études, acquisitions et travaux s'établit comme suit :

Les acquisitions et cessions :

- Aucune acquisition n'a été réalisée en 2017,
- Une cession a été réalisée en 2017 pour le compte de la SNC Lidl.

Les études techniques :

De 2014 à 2017, dans un contexte économique et immobilier défavorable, le projet défini au dossier de réalisation en date du 22.06.2010 ne pouvait être tenu au niveau financier.

Toutefois il y avait un réel intérêt à garder le cadre juridique de cette ZAC. C'est dans ce cadre qu'un nouveau dossier de réalisation comprenant l'étude d'impact, le bilan de l'opération, le régime des participations et le programme des équipements publics a été réalisé et présenté à la ville fin 2016 qui l'a jugé comme ne répondant pas aux objectifs financiers et urbanistiques de la Ville.

Une nouvelle équipe de Direction de la SA ELIT a été nommée en septembre 2017.

La Ville lui a demandé de travailler à un nouveau projet plus équilibré financièrement prenant en compte les évolutions des projets d'aménagement sur la Ville de Sète et en particulier l'aménagement de l'entrée Est secteur Nord.

Courant 2018, un programme a été étudié et un nouveau dossier de réalisation sera commandé à une maîtrise d'œuvre pour 2019.

Un nouveau dossier de DUP devra compléter le dispositif opérationnel.

De plus, la convention publique d'aménagement arrivant à son terme en 2020, il sera nécessaire de prévoir un avenant la prolongeant.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit comme suit :

- Le montant des dépenses est de 49 149 K€ dont 7 644 K€ réalisés, soit 16 %, au 31 décembre 2017,
- Le montant des recettes est de 49 149 K€ dont 4 803 K€ réalisés, soit 10 %, au 31 décembre 2017.

Les financements de l'opération s'établissent comme suit :

La SA ELIT bénéficie d'une avance financière de 4 000 000 € conformément à la délibération du conseil municipal du 23 mai 2016 reçue en préfecture le 16 juin 2016 sur les exercices 2017 à 2020.

Cette avance est remboursée au 31 décembre de chaque année à partir de 2017 et jusqu'à 2020 et porte intérêts au profit de la Ville en application du plan de trésorerie du présent CRAC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le compte rendu annuel à la collectivité de l'exercice 2017 de l'opération ZAC ENTREE EST annexé à la présente délibération,

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2017,

APPROUVE le bilan financier et le plan de trésorerie annexés à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-185-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de sete 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-185

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - AVENANT A LA CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE L'ILE DE THAU - HERAULT HABITAT

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,

Vu le code général des impôts et notamment son article L.1388-bis,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires,

Vu le décret d'application 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

Vu le décret d'application n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport pour la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code des collectivités territoriales fixant le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes sur la mise en œuvre de la politique de la ville,

Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville,

Vu l'instruction relative aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en date du 15 juin 2015,

Dans son article 1, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose comme principe l'adaptation et la mobilisation en 1er lieu des actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, le recours à des instruments spécifiques adaptés aux besoins des quartiers prioritaires.

En complément de la mobilisation préalable des moyens de gestion de droit commun des bailleurs sociaux, la loi de finance prévoit un abattement de la T.F.P.B. pour permettre l'engagement de moyens spécifiques dans les quartiers retenus par la géographie prioritaire.

Cet abattement de 30% doit permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires de la ville.

Hérault Habitat a signé le contrat de ville de Sète Agglopôle méditerranée, ainsi que la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'Île de Thau à Sète.

Cette dernière comportait un plan d'actions, contrepartie de l'abattement fiscal, pour les années 2016 à 2018.

Un avenant doit donc être passé pour définir les engagements du bailleur social jusqu'au terme du contrat de ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant n°1 à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ci-annexé,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce document ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-186-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-186

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - AVENANT A LA CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE L'ILE DE THAU - THAU HABITAT

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Blandine AUTHIE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,

Vu le code général des impôts et notamment son article L1388-bis,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires,

Vu le décret d'application 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

Vu le décret d'application n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport pour la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code des collectivités territoriales fixant le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes sur la mise en œuvre de la politique de la ville,

Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville,

Vu l'instruction relative aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en date du 15 juin 2015,

Dans son article 1, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose comme principe l'adaptation et la mobilisation en 1er lieu des actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, le recours à des instruments spécifiques adaptés aux besoins des quartiers prioritaires.

En complément de la mobilisation préalable des moyens de gestion de droit commun des bailleurs sociaux, la loi de finance prévoit un abattement de la T.F.P.B. pour permettre l'engagement de moyens spécifiques dans les quartiers retenus par la géographie prioritaire.

Cet abattement de 30% doit permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires de la ville.

Sète Thau Habitat a signé le contrat de ville de Sète Agglopôle méditerranée, ainsi que la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'île de Thau à Sète.

Cette dernière comportait un plan d'actions, contrepartie de l'abattement fiscal, pour les années 2016 à 2018.

Un avenant doit donc être passé pour définir les engagements du bailleur social jusqu'au terme du contrat de ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

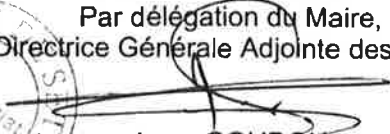
APPROUVE l'avenant n°1 à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ci-annexé,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce document ainsi que tous les documents s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-187

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : BRASSERIE DU MUSEE PAUL VALERY - GESTION ET EXPLOITATION -
CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU 04 DECEMBRE 2012 -
AVENANT N°1**

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaëtan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaëtan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par une précédente délibération en date du 11 juin 2018, notre assemblée a décidé de lancer une procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la brasserie du Musée Paul Valéry, l'actuelle délégation de service public, confiée à la SARL «BRASSERIE DES ARTS», se terminant au 31 décembre 2018.

Cette procédure n'a pu être menée à son terme.

En effet, cette dernière a été déclarée infructueuse dans la mesure où aucune suite ne peut être donnée aux deux candidatures présentées.

En conséquence aucune offre n'a pu être ouverte.

Compte tenu du terme imminent de ce contrat, de la durée nécessaire à la passation d'une nouvelle procédure de concession, et surtout de l'attractivité touristique et de l'intérêt économique de la Ville à ne pas interrompre la continuité de cette exploitation, il vous est proposé de prolonger le contrat en cours, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 13 novembre 2012, et signé le 04 décembre 2012 avec la SARL «BRASSERIE DES ARTS», pour une durée de quatre mois supplémentaires, soit jusqu'au 30 avril 2019, afin de permettre de relancer et mener à son terme une nouvelle procédure.

A l'exception de la durée globale du contrat, portée à six ans et quatre mois, aucune autre clause du contrat initial n'est modifiée.

Conformément à l'article L1411-6 du CGCT, la commission de concession de service public a été consultée sur ce projet d'avenant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la signature de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de la Brasserie du Musée Paul Valéry passée avec la «SARL BRASSERIE DES ARTS» en date du 04 décembre 2012,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer cet avenant, ainsi que toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS

POUR : 34 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181121-D-2018-188-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-188

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : BRASSERIE DU MUSEE PAUL VALERY - GESTION ET EXPLOITATION -
LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PAR
AFFERMAGE POUR LES ANNEES 2019 A 2024

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre d'une procédure de délégation de service public simplifiée par affermage, la gestion et l'exploitation de la brasserie du Musée Paul Valéry ont été confiées, par convention adoptée lors de la séance du Conseil municipal du 13 novembre 2012, pour une durée de 6 ans à la SARL «BRASSERIE DES ARTS».

Cette convention devant expirer le 31 décembre 2018, une nouvelle procédure de délégation de service public a été lancée par délibération du Conseil Municipal du 11 juin 2018, mais n'a pu être menée à son terme, et aucune offre n'a pu être ouverte.

Compte tenu du terme imminent de ce contrat, de la durée nécessaire à la passation d'une nouvelle procédure de concession, il a été proposé au Conseil Municipal, par délibération de ce jour, d'approuver l'avenant n°1 au contrat en cours, signé le 04 décembre 2012 avec la SARL «BRASSERIE DES ARTS», et de prolonger celui-ci pour une durée de quatre mois supplémentaires, soit jusqu'au 30 avril 2019, afin de permettre de relancer et mener à son terme une nouvelle procédure.

Considérant que ce mode de gestion et d'exploitation d'un tel espace public apparaît le plus approprié, il convient de le poursuivre en engageant une procédure de délégation de service public par affermage pour une durée courant du 1er mai 2019 au 31 décembre 2024, en application des articles L1411-1 et suivants du CGCT, de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Le rapport de présentation joint à la présente, conformément à l'article L1411-4 du Code précité, développe les objectifs poursuivis et le contenu des prestations demandées au futur délégataire.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 13 novembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le principe du lancement d'une procédure de délégation de service public par affermage en vue de la gestion et de l'exploitation de la brasserie du Musée Paul Valéry du 1er mai 2019 au 31 décembre 2024 sur la base du rapport de présentation annexé à la présente,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou l'élu délégué, à engager la procédure de consultation, lancer l'appel à candidatures et accomplir tous les actes nécessaires à la passation de la convention d'exploitation,

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette sous l'imputation suivante :
Nature : 752 – Fonction : 91 – Service : DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 34 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-189

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES - DECISION MODIFICATIVE N°1 2018

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe POMPES FUNEBRES qui se présente ainsi :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Niveau de vote	Service Gestionnaire	Imputation nature	Libellé	Dépenses	Recettes
			<u>OPERATIONS REELLES</u>		
16			EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	195 000,00	
21			IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-195 000,00	
			TOTAL OPERATIONS REELLES	0,00	0,00
			TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	0,00	0,00
			TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00

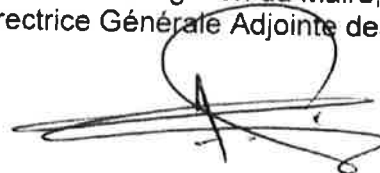
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe du POMPES FUNEBRES,

Autorise Monsieur le Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
 ABSTENTION : 2,
 Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
 Par délégation du Maire,
 La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-190-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  *sete*

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-190**

FINANCES

Objet : BUDGET ANNEXE CREMATORIUM - DECISION MODIFICATIVE N°1 2018

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La décision modificative a pour objet de modifier les autorisations budgétaires initiales pour tenir compte des événements de toutes natures susceptibles de survenir en cours d'année, tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe CREMATORIUM qui se présente ainsi :

SECTION D'INVESTISSEMENT

Niveau de vote	Service Gestionnaire	Imputation nature	Libellé	Dépenses	Recettes
			<u>OPERATIONS REELLES</u>		
16			EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	150 000,00	
23			IMMOBILISATIONS EN COURS	-150 000,00	
			TOTAL OPERATIONS REELLES	0,00	0,00
			TOTAL OPERATIONS D'ORDRE	0,00	0,00
			TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00

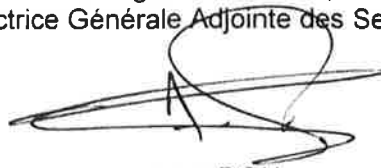
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 2018 du Budget Annexe CREMATORIUM,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 2,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181119-D-2018-191-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-191

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

JURIDIQUE

Objet : PROVISIONS 2018 POUR LITIGES ET CONTENTIEUX - REPRISE SUR PROVISIONS

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'Instruction budgétaire et comptable M14 prévoit un provisionnement obligatoire à hauteur du risque réellement encouru dans le cadre des litiges et contentieux dès la première instance.

Au titre de l'année 2018, les provisions suivantes sont à reprendre, suite au jugement rendu par la juridiction administrative, et devenu définitif :

REQUERANT	PROVISION	DATE DE LA DELIBERATION
Mme Ginette POLITO	26 310,00 €	11 juin 2018

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la présente délibération,

DECIDE de reprendre la provision précitée :
- 15182 – 01 -JURI chap. 040 en dépenses,
- 7815-01-JURI chap. 042 en recettes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20181121-D-2018-192-DE
Date de télétransmission : 21/11/2018
Date de réception préfecture : 21/11/2018

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-192

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ; il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le tableau actuel des emplois de la Ville de Sète du budget principal;

Afin de procéder à une mise à jour dudit tableau des emplois, il convient aujourd'hui de réaliser les créations de postes nécessaires aux mouvements divers de personnel et aux derniers avancements de grade 2018 qui interviendront en fin d'année.

Il est ainsi proposé les créations suivantes à effet immédiat sachant que les suppressions interviendront lors d'un prochain Conseil Municipal, après avis du Comité Technique :

✱ **BUDGET VILLE**

SUPPRESSION DE POSTES	CREATION DE POSTES
	<p><u>Filière Administrative</u></p> <p>✱ 2 postes d'Adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet</p> <p><u>Filière Technique</u></p> <p>✱ 3 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet</p> <p><u>Filière Animation</u></p> <p>✱ 1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet</p>

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE d'adopter le tableau des emplois présenté en annexe prenant en compte ces créations à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),


DIT que les crédits nécessaires sont inscrits sur les comptes du budget de l'exercice en cours de la Ville,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-193

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2018

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION

L'an deux mille dix-huit et le 19 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Emile ANFOSSO, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Rudy LLANOS, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN, Manuela BASCOU.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Catherine MARAVAL, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Marion JEANNE donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant la saisine de la Commission Administrative Paritaire et sous réserve de son avis,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale modifiés prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux, peuvent faire l'objet, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissement publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

La ville de Sète souhaite poursuivre une mise à disposition d'un fonctionnaire territorial qui donnera lieu à un remboursement intégral de la rémunération et des charges afférentes à l'emploi concerné.

Il s'agit de :

- Madame Lisia HAMIDANI, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, mise à disposition auprès de Sète Agglopolie méditerranée du 1er Novembre 2018 au 31 octobre 2019, afin d'assurer les fonctions d'assistante du service protocole.

Les conditions de cette mise à disposition sont précisées par convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon le projet joint.

Ce projet est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Commission Administrative Paritaire de catégorie C.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de ce projet de mise à disposition et de la convention afférente jointe en annexe,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.